



# Laïcité : le combat idéologique de Blanquer

Le ministre de l'éducation estime avoir imposé sa vision au sein de la majorité et va lancer un think tank

**L**aconique et tranchant. Dans le studio de RTL, ce jeudi 1<sup>er</sup> avril, Jean-Michel Blanquer fait le service après-vente des annonces sanitaires présidentielles, dont la fermeture des écoles contre laquelle il bataille depuis des mois. Puis il est interrogé sur la polémique suscitée par la candidature socialiste aux régionales en Ile-de-France, Audrey Pulvar, qui a dans un premier temps – avant de s'expliquer plus avant – laissé entendre qu'on pouvait demander aux Blancs de se taire lors d'une réunion non-mixte réservée aux personnes discriminées. «*Lamentable, tout simplement*», lâche le ministre de l'éducation nationale.

«*Dramatique*», répète-t-il alors devant *Le Monde*, calé dans un fauteuil de son vaste bureau, rue de Grenelle. «*Une partie de la gauche a dérivé, poursuit-il. Cette frange a la victimisation comme boussole, par peur, lâcheté et clientélisme. Cette matrice du ressentiment est vecteur de divisions, voire de violences. C'est un éléphant au milieu de la pièce, je m'étonne que certains ne le voient pas! On doit être d'une extrême vigilance.*»

Constant et courageux pour les uns, clivant et obsessionnel pour les autres, Jean-Michel Blanquer se voit comme la vigie républicaine de la majorité. Absorbé depuis des mois par la gestion de la crise sanitaire, le ministre de l'éducation n'a pas délaissé pour autant ce combat, dénonçant la pente «*fasciste*» du syndicat étudiant UNEF – après l'évocation de réunions non-mixtes par sa présidente – ou volant au secours de la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, prise dans une polémique pour avoir critiqué «*l'islamo-gauchisme*» qui «*gangrène la société*». Lui-même avait dénoncé à l'automne 2020 les «*ravages*» de l'«*islamo-gauchisme*» dans les facultés, suscitant la stupeur de la Conférence des présidents d'université.

## Angle mort

Dans la majorité et au gouvernement, où son côté «*bon élève*» agaçait déjà, certains s'exaspèrent d'une omniprésence du ministre

sur la laïcité. «*Jean-Michel va trop loin, soupire un de ses collègues. Il est pris dans le piège de la caricature.*» «*Il fait une focalisation sur la laïcité et les questions identitaires*», ajoute la députée du Val-d'Oise Fiona Lazaar – en rupture de ban avec La République en marche (LRM) –, selon laquelle ces sujets ne doivent pas devenir l'alpha et l'oméga du débat public.

Fin février, un collectif d'élus LRM et de ministres proches d'Emmanuel Macron, dont le secrétaire d'Etat au numérique Cédric O, le délégué général de LRM Stanislas Guerini et le conseiller du chef de l'Etat Stéphane Séjourné, ont publié une tribune dans *Le Monde* pour critiquer les «*débats stériles*» entre «*contempteurs de l'islamo-gauchisme*» et «*défenseurs de l'intersectionnalité*». Dans leur viseur, Jean-Michel Blanquer, qui occupe le créneau républicain depuis son arrivée rue de Grenelle, il y a quatre ans.

Aux premiers temps de la «*start-up nation*» triomphante, le sujet constitue un angle mort chez Emmanuel Macron et son jeune mouvement politique. A Beauvau, Gérard Collomb, qui a l'esprit à Lyon, peine à organiser l'islam de France, tandis que Gérald Darmanin, tenant d'une droite populaire, est coincé au budget. Assidu au bureau exécutif de LRM, le ministre de l'éducation a les coudees franches pour y défendre sa vision de la laïcité. «*J'ai adhéré à La République en marche, pas au communautarisme en vadrouille*», répète ce catholique réputé proche de la franc-maçonnerie – il se défend d'y appartenir –, qui a choisi de faire de la République le fil rouge de son identité politique.

L'ancien recteur agrégé de droit public s'affronte alors à une poignée de jeunes «*marcheurs*» issus de la gauche, défenseurs du multiculturalisme et d'une laïcité ouverte, dans le sillage des positions «*anti-Valls*» prises par Emmanuel Macron en 2017. Entre eux et lui, le climat est électrique. Ils lui reprochent des positions «*conservatrices*» et son intransigeance. Lui s'exaspère contre ces «*abrutis de 12 ans et demi*» bibe-

ronnés au Mouvement des jeunes socialistes, qui «*croient faire de la politique en conspirant toute la journée*». «*Il a marqué son territoire dès le début*», se souvient Stanislas Guerini.

## « Ministre de droite »

Alors qu'au sein du parti macroniste règne un relatif consensus sur les questions économiques et sociales, c'est sur ces thématiques – laïcité, valeurs de la République – que se nouent les premiers affrontements idéologiques du quinquennat.

L'examen de la loi «*pour une école de la confiance*», début 2019, qui donne lieu à de vifs débats sur les signes religieux ostentatoires lors des sorties scolaires, marque un tournant. «*Au début, Blanquer avait un côté III<sup>e</sup> République qui plaisait à la gauche, mais à ce moment-là, il devient clairement un ministre de droite*», analyse un membre du gouvernement.

L'intéressé assume. Tenant de l'«*universalisme*», il considère le communautarisme et le «*différentialisme*» comme des «*régressions moyenâgeuses*», contribuant à la «*fragmentation*» de la communauté nationale. «*Le grand enjeu, c'est de recolorer ces causes justes que sont l'écologie, la lutte contre les discriminations, le féminisme, dans un sens républicain*», explique cet admirateur de Michel Houellebecq. Il a lu *Soumission* (Flammarion), son livre publié en 2015, qui raconte l'arrivée au pouvoir d'un président de la République issu d'un parti politique musulman, dans un pays livré aux affrontements entre jeunes identitaires et salafistes. Un ouvrage qu'il tient pour visionnaire, faisant écho à la «*lâcheté*» qui règne, selon lui, dans certains milieux intellectuels.

Le ministre, qui se définit comme «*gramscien*», estime aujourd'hui avoir gagné le combat culturel et idéologique au sein du parti présidentiel, alors que le député (ex-LRM) du Val-d'Oise Aurélien Taché – qui lui avait reproché ses propos sur le voile «*pas souhaitable*» – ou d'autres visages de l'aile gauche du macronisme ont quitté le mouvement, ou se font plus discrets. «*Ceux qui*





*ne pensaient pas comme lui à LRM se sont barrés, ils ont perdu le combat intellectuel», se félicite-t-on dans son entourage.*

Stanislas Guerini reconnaît que le ministre a gagné des parts de marché, notamment depuis la mort du professeur Samuel Paty, assassiné en octobre 2020 après avoir montré des caricatures de Mahomet en classe. «*La laïcité fait partie des sujets sur lesquels la majorité a bougé, à l'image du pays. Aujourd'hui, cette ligne très républicaine est majoritaire au sein de LRM*», affirme le numéro un du parti, même si tous ne partagent pas ce constat. «*Cette position est surtout plus organisée et plus vocale*», corrige un ministre.

#### En concurrence

En privé, Blanquer se félicite également d'avoir pesé sur l'évolution d'Emmanuel Macron, qui a amorcé un tournant républicain à la fin de l'été 2020. Le discours des Mureaux (Yvelines), le 2 octobre 2020, et le projet de loi contre les séparatismes qui en a découlé, ont été vus dans les rangs blanqueristes comme une «*affirmation*» bienvenue, après des années d'«*atonie*». «*Le discours du président est plus clair*, observe la députée (LRM) des Yvelines Aurore Bergé. *Jean-Michel, qui porte avec constance ces questions-là, y a été pour beaucoup.*»

Même constat pour Gilles Clavreul, cofondateur du Printemps républicain, think tank dévolu à la défense de la laïcité ; lui aussi note que Blanquer a contribué à «*vertébrer quelque chose dans un paysage macroniste très flou et très mou, marqué par des inflexions libérales et sociétales*». Il observe en outre que le ministre de l'éducation se montre «*plus tranchant*», «*plus polémique aussi*» depuis quelques mois, «*aiguilloné*», avance-t-il, par l'arrivée de Gérard Darmanin au ministère de l'intérieur. Jean-Michel Blanquer, qui a espéré ce poste, lors du dernier remaniement, se retrouve désormais en concurrence avec lui sur ces thématiques.

L'intéressé, qui se défend de toute rigidité – «*Il ne faut pas confondre avoir des principes et être raide*» – veut croire que son «*propos a cristallisé les choses*». «*Les Français voyaient l'isla-*

*misme militant mais n'identifiaient pas forcément la matrice idéologique à l'œuvre. Le sujet est désormais posé.*» Et qu'importe si de nombreux électeurs issus de la gauche, qui avaient voté Macron en 2017, quittent le macronisme, qu'ils voient dériver trop à droite.

Blanquer, qui se définit comme un «*républicain social, dans le sillage d'un Jules Ferry ou d'un Jean Zay*», note que ce n'est pas lui qui a dérivé ni le macronisme, mais «*une partie de la gauche*», qui a perdu le cap. «*Je suis toujours frappé que ça apparaisse réactionnaire de défendre les principes républicains*», soupire-t-il.

En privé, il aime préciser qu'il «*reste à la gauche de 80 % des Français*». Et veut croire qu'il est

## « J'ai adhéré à La République en marche, pas au communautarisme en vadrouille »

JEAN-MICHEL BLANQUER  
ministre  
de l'éducation nationale

plus «*utile*» pour faire barrage à Marine Le Pen et au Rassemblement national – qu'il juge «*stupide*» de traiter comme des «*pestiférés*» – que ceux qui se lamentent sur le ressentiment supposé d'une partie des électeurs de 2017.

En quatre ans, Blanquer s'est organisé, a étoffé ses réseaux. Désormais résolu à faire plus de politique – même s'il a abandonné l'idée de se lancer aux régionales en Ile-de-France –, il a recruté cet été un fin connaisseur de la carte électorale, Xavier Chinaud, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin et d'Edouard Philippe à Matignon.

Plusieurs membres de son cabinet veillent sur la boucle Telegram de soutien («*Fan club JMB*») créée par Aurore Bergé lors des crispations sur la loi sur l'école et qui fédère une cinquantaine de parlementaires. Un an après son arrivée rue de Grenelle, Blanquer avait créé un «*conseil des sages de la laïcité*», présidé par la sociologue Dominique Schnapper, pour faire contrepoids à l'Observatoire de la laïcité de Jean-Louis Bianco, jugé trop libéral et laxiste,

et qui vient de fermer boutique. «*Il veut tout verrouiller*» sur le plan des idées et des paradigmes, des structures et des nominations, constate Fiona Lazaar.

#### « Un enjeu de civilisation »

Le ministre de l'éducation travaille d'ailleurs depuis plusieurs mois à la création d'un think tank consacré à la défense de la laïcité. La crise sanitaire a reporté son lancement, qui pourrait intervenir avant les régionales de juin. «*Il veut développer une matrice intellectuelle dans un paysage politique qui n'a plus beaucoup de repères*», explique un proche, qui juge indispensable de «*nourrir la majorité*» sur des sujets qui seront, dit-il, au cœur de la présidentielle de 2022. Le 15 juillet 2020, Blanquer a offert un avant-goût de ce futur mouvement en recevant une cinquantaine d'invités rue de Grenelle, dont l'essayiste Caroline Fourest, pour échanger sur «*l'école, socle des valeurs de la République*».

En février, il a également confié à l'ex-inspecteur général de l'éducation nationale Jean-Pierre Obin une mission destinée à améliorer la formation des enseignants à la laïcité, dont les conclusions seront rendues à la fin du mois d'avril. Un «*enjeu de civilisation*» pour le ministre. La bataille culturelle passe enfin par les lieux de pouvoir : opposé à la candidature de Nonna Mayer – finalement écartée – qualifiée d'«*islamo-gauche*» par ses proches, Jean-Michel Blanquer suit de très près la succession d'Olivier Duhamel à la tête de la Fondation nationale des sciences politiques.

Si ce combat fait écho à des convictions profondes, et contribue à son identité et à son existence politique, il lui sert aussi de paravent pour masquer les difficultés qu'il rencontre dans son secteur : une image très dégradée chez les enseignants et des marges de manœuvre amputées par la crise sanitaire. «*Il ne peut plus aller trop loin dans la réforme et sa cote d'amour a chuté chez les profs*, reconnaît l'un de ses amis. *Il doit donc trouver d'autres biais pour se refaire une santé politique.*» ■

SOLENN DE ROYER





**Le ministre  
de l'éducation  
nationale,  
Jean-Michel  
Blanquer,  
à Paris,  
le 8 mars.** CYRIL

BITTON POUR « LE MONDE »

